

Le Journal du Dimanche

En Alsace, les croix gammées s'effacent, le souvenir aussi

08h51 , le 24 février 2019, modifié à 09h04 , le 24 février 2019

Par **Pierre Bafoil**

Une dizaine de cimetières juifs, comme celui de Quatzenheim, ont été profanés depuis le début des années 2000. Les institutions juives doivent elles-mêmes prendre en charge la réfection des sépultures.



Le cimetière juif de Quatzenheim, vendredi. (Nicolas ROSES/ABACA POUR LE JDD)

Dans le coquet salon de cette famille de Quatzenheim, l'une des dernières de confession juive de ce village du Bas-Rhin, on sirote son verre de Perrier dans un silence lourd. "Nos ancêtres sont enterrés là, murmure Bettina, la cadette de 32 ans. On ne pensait pas que ça pouvait arriver chez nous." Dans la nuit de lundi à mardi, alors que des rassemblements contre l'antisémitisme étaient prévus le soir même à travers la France, 96 sépultures du cimetière israélite de cette commune d'Alsace ont été profanées, barrées de croix gammées. Dès l'après-midi, Emmanuel Macron s'est rendu sur place pour promettre des réponses fermes. La police scientifique est venue de Paris pour des prélèvements et une enquête a été confiée à la gendarmerie.

Quatzenheim, c'est une mairie-école, de belles maisons à colombages et à peine 800 habitants. Si dans les rues les condamnations sont unanimes, il n'y a pas encore eu de manifestation de soutien. "On ne voulait pas le faire dans l'émotion, explique Josette Prim, adjointe au maire. Pas avec les croix gammées encore sur les tombes." Les effacer, c'est la prochaine étape. Un sinistre rituel dont le consistoire israélite du Bas-Rhin (CIBR), propriétaire des cimetières juifs du département, a l'habitude. Dans ce coin d'Alsace, plus d'une dizaine de nécropoles ont été profanées depuis le début des années 2000, certaines plusieurs fois.

En Alsace, la majorité de la communauté juive a désormais rejoint les villes

Maurice Dahan, président du CIBR, tremble de colère. "J'ai eu la nausée en apprenant ce qui s'était passé. J'ai souvent eu à aller dans des cimetières pour de tels faits." La dernière fois, c'était il y a à peine trois mois, à Herrlisheim (Bas-Rhin), commune située à une vingtaine de kilomètres au nord de Strasbourg. Trente-sept stèles et le mémorial de la Shoah du cimetière juif avaient été tagués de croix gammées.

Le CIBR se débrouille pour les faire disparaître rapidement, parfois avec le concours des municipalités. Pascal Schelle, à la tête de l'entreprise alsacienne Eco'Gommage de l'Est, s'est occupé des tombes de Herrlisheim grâce à un procédé de nettoyage sableux à basse pression. La minutie de son travail tranche avec la brutalité des actes. "C'est une approche douce, précise, délicate, détaille-t-il. Ce sont des pierres parfois bicentenaires. Il faut en prendre soin." La mairie de Herrlisheim a pris en charge la totalité du coût des travaux, 1 500 euros. Un geste peu fréquent salué par le consistoire. "C'était symboliquement important, raconte une adjointe au maire. Il n'y a plus de familles juives ici, mais on a été horrifiés." Plus largement, en Alsace, la majorité de la communauté a désormais rejoint les villes.

Le cimetière israélite de Herrlisheim se situe à l'écart, juste avant la départementale qui mène au village voisin. Grâce à Pascal Schelle, il n'y a plus aucune trace des croix gammées. Pas un mot non plus pour rappeler ce qui s'est passé. Une dame qui habite à une centaine de mètres des lieux semble même ne jamais en avoir entendu parler : "Quatzenheim, je l'ai lu dans le journal. Mais ici, vous êtes sûr?" Un jeune voisin, lui, s'en souvient : "Ça nous a choqués, mais on n'en a pas beaucoup discuté entre nous. Après, il y a quand même eu de la solidarité, de la compassion."

A Sarre-Union, 4 ans après la profanation du cimetière juif, les sépultures n'ont toujours pas été restaurées

À Sarre-Union, cette solidarité et cette compassion, Jacques Wolff, membre de la dernière famille juive, ne les retrouve plus vraiment. Il se désole du manque de réaction des pouvoirs publics, malgré des promesses. En février 2015, le cimetière juif de ce bourg de près de 3 000 âmes a été le triste théâtre de la plus importante profanation antisémite de ces vingt-cinq dernières années. Si François Hollande s'est déplacé, l'affaire a été éclipsée par les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, survenus un mois auparavant.

Deux cent cinquante-deux tombes ont été saccagées par des adolescents du village qui se sont pris en photo en faisant des saluts nazis. Ces derniers ont été condamnés en 2017 à des peines de huit à dix-huit mois de prison avec sursis. Depuis, rien n'a bougé.

Sans indication – il n'y a pas de panneau –, le cimetière juif de Sarre-Union est impossible à trouver, au bout d'une allée, coincé entre des rails et le lit de la Sarre. À l'intérieur, des centaines de stèles sont toujours renversées, brisées, figées sur le sol. Près de 90 ancêtres de Jacques Wolff y sont enterrés.

Pour espérer voir les sépultures un jour restaurées, avec une vingtaine d'autres familles concernées, il attend le procès civil qui fixera le montant des indemnités. Un premier devis a estimé le montant des réparations à 847 000 euros. Depuis plus de quatre ans, les audiences sont sans cesse repoussées. "M. Hollande avait dit que l'État se chargerait des réparations, rappelle-t-on du côté du CIBR. Il semblerait qu'il se soit un peu avancé. Entre-temps, il y a eu un changement de président et de sous-préfets. Il faut désormais attendre la fin de la procédure pour voir avec les assurances."

Les représentants du consistoire ont parlé de Sarre-Union à Emmanuel Macron lors de la cérémonie

Seulement une vingtaine de tombes, les plus récentes, ont été remises à neuf, grâce à une enveloppe de 60 000 euros débloquée par l'État en 2016. Personne ne semble en mesure d'expliquer pourquoi un tel montant précisément. Sollicitée, la municipalité de Sarre-Union n'apporte aucune réponse, mis à part que l'argent est "passé par la mairie".

"C'est un peu pour dire 'on a fait quelque chose', grince Jacques Wolff. Il semblerait que ce qui était important hier l'est moins aujourd'hui." L'instituteur à la retraite ne cache pas son amertume. "On a supprimé l'existence même de ce qui a été, chuchote-t-il. Si les épitaphes ne sont pas restaurées, personne ne saura que Léonie Roth, mon arrière-grand-mère, a existé." Il réfléchit un instant avant d'ajouter : "J'ai parfois l'impression que les gens se disent : 'Pourquoi ils nous emmerdent avec leur cimetière?'"

Il y a quatre ans, l'émotion avait pourtant été forte à Sarre-Union. Des rassemblements, un arbre du souvenir planté. "Aujourd'hui, on n'en parle plus, juge Roger, un habitant de 81 ans. C'est triste, ce qui s'est passé ici. Les gens passent devant sans plus voir ni savoir. On a tous un peu oublié." Au village, une femme assure qu'il a été entièrement restauré en 2016 et que si certaines tombes sont au sol, "c'est parce qu'ils n'en prennent pas soin". Avant de reconnaître qu'elle n'est jamais allée vérifier.

Mardi, le consistoire a parlé de Sarre-Union à Emmanuel Macron lors de la cérémonie. Sans réponse pour l'instant. À Quatzenheim, les croix gammées devaient être effacées la semaine prochaine. Cela rappelle à ce retraité habitant en face du cimetière que, il y a vingt-cinq ans, le mur d'enceinte avait déjà été tagué d'une inscription antisémite. "Ils avaient passé un coup de peinture, et voilà." Un épisode dont seuls les anciens se souviennent.